

Art. 9. De Raad kan een kwestie laten bestuderen of een project laten voorbereiden door een commissie van deskundigen, die hij in het kader van zijn bevoegdheid aanwijst.

Art. 10. De mandaten in de Raad zijn onbezoldigd. De leden genieten de terugbetaling van hun reiskosten volgens de bepalingen die gelden voor het personeel van de besturen van de Franse Gemeenschap; daartoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12.

Buitenstaanders die geraadpleegd worden op grond van artikel 3, bekomen evenzo de terugbetaling van hun reiskosten.

Art. 11. Personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs, die de vergaderingen van de Raad of van de commissies bijwonen, zijn in actieve dienst.

Art. 12. Opgeheven worden het koninklijk besluit van 5 november 1969 tot instelling van een verbeteringsraad voor het muziekonderwijs, alsook het koninklijk besluit van 21 april 1969 houdende de structuur, de samenstelling en de werking van de verbeteringsraad voor het onderwijs van de bouwkunst en de beeldende kunsten, voor zover dit het deeltijds secundair kunstonderwijs betreft.

Art. 13. Dit besluit treedt op 1 oktober 1996 in werking.

Art. 14. De voor het deeltijds kunstonderwijs bevoegde Minister van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap;
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2096

[C — 27547]

11 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon des établissements de soins

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et celui du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 sur le même objet;

Vu le décret de la Communauté française du 30 mars 1983 sur l'organisation des établissements de soins dans la Communauté française, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1983 relatif au fonctionnement du Conseil communautaire des établissements de soins;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 1995 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres du Conseil wallon des établissements de soins;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon des établissements de soins, figurant en annexe.

Art. 3. Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

Conseil wallon des établissements de soins

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

A. DU BUREAU

Article 1er. § 1er. Il est constitué au sein du Conseil wallon des établissements de soins, désigné ci-après le Conseil, un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions du Conseil et veille à la transmission des propositions ou avis adoptés par le Conseil.

Le bureau peut, outre les demandes d'avis du Ministre, formuler lui-même des demandes d'avis et les soumettre au Conseil.

§ 2. Le bureau se compose du président et des trois vice-présidents désignés par le Gouvernement wallon par arrêté du 2 mars 1995. Les vice-présidents assurent, à tour de rôle, la présidence des séances en cas d'empêchement du président. Dans ce cas, le vice-président a voix prépondérante en cas de parité des voix.

Art. 2. En règle générale, le bureau se réunit une fois par mois. Il peut de plus être convoqué en réunion extraordinaire par le président ou un des vice-présidents le représentant.

Art. 3. Le bureau ne peut faire rapport au Conseil ou émettre valablement un avis qu'à condition que la moitié de ses membres au moins soit présente. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans la quinzaine qui suit. Pour le point réinscrit à l'ordre du jour, la majorité simple des membres présents est requise.

Art. 4. Un membre du cabinet du Ministre compétent est invité aux réunions du bureau.

B. DU SECRETARIAT

Art. 5. Le secrétariat du Conseil est assuré par un fonctionnaire de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé - Direction de la Santé curative.

C. DU CONSEIL

Art. 6. § 1er. Le Conseil ne peut émettre valablement un avis ou faire un rapport qu'à condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans la quinzaine qui suit. Pour le point réinscrit à l'ordre du jour, la majorité simple des membres présents est requise.

§ 2. Le résultat du vote est joint à l'avis; à sa demande, la minorité peut joindre à l'avis de la majorité une note avec son point de vue.

Art. 7. Un membre suppléant n'assiste aux réunions du Conseil qu'en l'absence du membre effectif dont il est le suppléant. En cas d'empêchement, c'est le membre effectif qui avertit son suppléant.

Tous les documents destinés aux réunions du Conseil sont adressés par le secrétariat aux membres effectifs et aux membres suppléants.

Art. 8. Un membre du cabinet du Ministre compétent est invité aux réunions du Conseil.

Art. 9. Seuls les points inscrits à l'ordre du jour peuvent être valablement soumis au vote.

Art. 10. Aucun membre du Conseil, directement intéressé à une demande d'agrément ou d'accord de principe soumise au Conseil - notamment parce que membre du pouvoir organisateur ou du personnel de l'institution demanderesse - ne peut prendre part au vote concernant cette demande.

Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un ou de plusieurs membre(s) est contestée, le Conseil en délibère en présence de ce(s) membre(s).

En cas de parité des voix, la décision appartient au président.

Art. 11. Le Conseil peut, lors de la discussion de toute demande, entendre un ou des représentants de l'institution demanderesse.

Le Conseil peut faire appel à des experts.

D. DES GROUPES DE TRAVAIL

Art. 12. Pour remplir sa mission, le Conseil peut constituer des groupes de travail soit permanents soit temporaires à l'occasion d'un problème spécifique.

Dans le cadre de ces groupes de travail, il peut faire appel à des experts.

Art. 13. Cinq groupes de travail permanents sont constitués :

- 1) Hygiène et qualité des soins;
- 2) Soins infirmiers;
- 3) Soins aux personnes âgées/Soins chroniques;
- 4) Psychiatrie;
- 5) Services médicaux et services médico-techniques.

Art. 14. Tant les membres suppléants que les membres effectifs ou honoraires du Conseil peuvent faire partie des groupes de travail.

Les membres extérieurs au Conseil invités à un groupe de travail déterminé le sont en fonction de leur compétence et à titre personnel, sur proposition du président du groupe de travail et avec l'accord du bureau.

Le bureau, après avoir pris avis du président du groupe de travail, peut être amené à limiter le nombre de membres des groupes de travail selon les matières étudiées.

Il n'y a pas d'expert permanent.

Sauf décision du bureau, le nombre d'experts devra toujours être inférieur au nombre de membres d'un groupe de travail.

En ce qui concerne les groupes de travail permanents psychiatrie et soins aux personnes âgées, une demande sera adressée par le bureau du Conseil wallon des établissements de soins respectivement au Conseil consultatif du troisième âge et au Conseil régional de la Santé mentale afin d'y désigner deux de leurs membres.

De même, selon la même procédure, la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et de services à domicile pourra être amenée à désigner deux de ses membres lorsque des thèmes touchant les soins à domicile seront abordés (par exemple : associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs).

Les documents des groupes de travail sont envoyés uniquement aux membres de ces groupes.

Les autres membres du Conseil peuvent prendre connaissance des documents au secrétariat.

Le membre qui s'absente des réunions d'un groupe de travail trois fois consécutivement est considéré comme démissionnaire.

Le secrétariat du Conseil coordonne les activités des groupes de travail.

Les présidents des groupes de travail permanents sont désignés par le Conseil sur proposition du bureau pour une période de trois ans renouvelable une fois.

Le président du Conseil peut assister de plein droit à toutes les réunions des différents groupes de travail et éventuellement les présider.

Un rapport trimestriel de chaque groupe de travail est transmis au bureau et au Conseil.

E. DISPOSITIONS GENERALES

Art. 15. Toute convocation aux bureau, Conseil et groupe de travail comprend un ordre du jour.

Art. 16. L'avis demandé au Conseil par le Ministre est remis, sauf disposition contraire, dans les deux mois. Sur demande motivée, le Ministre peut demander un avis urgent. Dans ce cas, il fixe le délai.

Art. 17. Au début de chaque année civile, le Conseil approuve le rapport annuel de ses activités et fixe le calendrier des réunions ordinaires.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 1996 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon des établissements de soins.

Namur, le 11 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 — 2096

[C - 27547]

11 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon des établissements de soins" (Waalse Raad voor verzorgingsinstellingen)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en op het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende hetzelfde onderwerp;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 maart 1983 op de organisatie van verzorgingsinstellingen in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 14 mei 1983 betreffende de werking van de Gemeenschapsraad van de verzorgingsinstellingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 1995 tot benoeming van de voorzitter, de vice-voorzitters en de leden van de "Conseil wallon des établissements de soins";

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De Waalse Regering keurt het bijgaand huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon des établissements de soins" goed.

Art. 3. De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 11 juli 1996.

De Minister-Président van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

"Conseil wallon des établissements de soins"

HUISHOUELIJK REGLEMENT

A. BUREAU

Artikel 1. § 1. Binnen de "Conseil wallon des établissements de soins", hierna "de raad" genoemd, wordt een bureau opgericht dat met de organisatie en de coördinatie van de werken belast is.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de raad voor en zorgt ervoor dat de door de raad goedgekeurde voorstellen of adviezen doorgegeven worden.

Behalve de adviesaanvragen van de Minister kan het bureau zelf adviesaanvragen formuleren en aan de raad voorleggen.

§ 2. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en drie vice-voorzitters die bij besluit van de Waalse Regering van 2 maart 1995 aangewezen zijn. Bij verhindering van de voorzitter, nemen de vice-voorzitters beurtelings het voorzitterschap van de zittingen waar. In dat geval is de stem van de vice-voorzitter doorslaggevend bij staking van stemmen.

Art. 2. Gewoonlijk vergadert het bureau één keer per maand. Het kan bovendien door de voorzitter of één van de vice-voorzitters die hem vertegenwoordigt voor een buitengewone vergadering bijengeroepen worden.

Art. 3. Het bureau kan aan de raad slechts op geldige wijze verslag uitbrengen of een advies geven als minstens de helft van de leden aanwezig is. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt is, worden de leden uiterlijk binnen de volgende vijftien dagen opnieuw opgeroepen. Voor het punt dat weer op de agenda staat, is de gewone meerderheid van de aanwezige leden vereist.

Art. 4. Een lid van het kabinet van de bevoegde Minister wordt op de vergaderingen van het bureau uitgenodigd.

B. SECRETARIAAT

Art. 5. Het secretariaat van de raad wordt waargenomen door een ambtenaar van de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid - Directie Curatieve Gezondheid.

C. RAAD

Art. 6. § 1. De raad kan slechts op geldige wijze een verslag of een advies uitbrengen als minstens de helft van de leden aanwezig is. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt is, worden de leden uiterlijk binnen de volgende vijftien dagen opnieuw opgeroepen. Voor het punt dat weer op de agenda staat, is de gewone meerderheid van de aanwezige leden vereist.

§ 2. De uitslag van de stemming wordt bij het advies gevoegd; de minderheid kan op verzoek van de meerderheid een nota met haar standpunt bij het advies van die meerderheid voegen.

Art. 7. Een plaatsvervangend lid woont de vergaderingen van de raad slechts bij als het gewone lid dat hij vervangt afwezig is. Bij verhindering verwittigt het gewone lid zijn plaatsvervanger.

Alle documenten die voor de vergaderingen van de raad bestemd zijn, worden door het secretariaat aan de gewone en plaatsvervangende leden gestuurd.

Art. 8. Een lid van het kabinet van de bevoegde Minister wordt op de vergaderingen van de raad uitgenodigd.

Art. 9. Alleen de agendapunten kunnen op geldige wijze aan de stemming onderworpen worden.

Art. 10. Een lid van de raad dat een rechtstreeks belang heeft bij een aan de raad onderworpen aanvraag om erkenning of om principieel akkoord - met name als lid van de inrichtende macht of van het personeel van de eisende instelling - mag niet stemmen over deze aanvraag.

Indien betwist wordt dat één of meer leden een rechtstreeks belang hebben, beraadslaagt de raad daarover in aanwezigheid van het (de) betrokken lid (leden).

Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 11. Bij de behandeling van elke aanvraag kan de raad één of meer vertegenwoordiger(s) van de eisende instelling horen.

De raad kan een beroep doen op deskundigen.

D. WERKGROEPEN

Art. 12. Om zijn opdracht te vervullen kan de raad voor een specifiek probleem hetzij vaste hetzij tijdelijke werkgroepen oprichten.

In het kader van die werkgroepen kan hij een beroep doen op deskundigen.

Art. 13. Er worden vijf vaste werkgroepen samengesteld :

- 1) Hygiëne en verzorgingskwaliteit
- 2) Verpleegkundige verzorging
- 3) Bejaardenzorg/Chronische verzorging
- 4) Psychiatrie
- 5) Medische diensten en medisch-technische diensten.

Art. 14. Zowel de plaatsvervangende leden als de gewone of de ereleden van de raad kunnen deel uitmaken van de werkgroepen.

De leden van een bepaalde werkgroep, die niets met de raad te maken hebben, worden op voorstel van de voorzitter van de werkgroep en met de instemming van het bureau persoonlijk uitgenodigd op grond van hun bevoegdheid.

Rekening houdende met de onderzochte materies kan het bureau ertoe gebracht worden het aantal leden van de werkgroepen op advies van de voorzitter van de werkgroep te beperken.

Er is geen vaste deskundige.

Behalve beslissing van het bureau moet het aantal deskundigen altijd kleiner zijn dan het aantal leden van een werkgroep.

Wat de vaste werkgroepen 'psychiatrie' en 'bejaardenzorg' betreft, zal het bureau van de "C.W.E.S." de Raad van Advies voor de derde leeftijd en de Gewestelijke Raad voor geestelijke gezondheid vragen om ieder twee leden aan te wijzen.

Eveneens volgens dezelfde procedure zal de Erkenningscommissie van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten ertoe gebracht kunnen worden twee van haar leden aan te wijzen wanneer thema's m.b.t. de thuisverzorging aangesneden zullen worden (bijv. verenigingen tussen verzorgingsinstellingen en diensten voor palliatieve verzorging).

De documenten van de werkgroepen worden slechts aan de leden van die groepen gestuurd.

De andere leden van de raad kunnen op het secretariaat inzage nemen van de documenten.

Het lid dat drie keer achtereenvolgens afwezig is op de vergaderingen van een werkgroep, wordt als ontslagnemend beschouwd.

Het secretariaat van de raad coördineert de activiteiten van de werkgroepen.

De voorzitters van de vaste werkgroepen worden op voorstel van het bureau door de raad aangewezen voor een periode van drie jaar die één keer verlengd kan worden.

De voorzitter van de raad mag van rechtswege alle vergaderingen van de verschillende werkgroepen bijwonen en ze eventueel voorzitten.

Een driemaandelijks verslag van elke werkgroep wordt aan het bureau en aan de raad gestuurd.

E. ALGEMENE BEPALINGEN

Art. 15. Bij elke oproeping door de raad, het bureau en de werkgroep wordt een dagorder gevoegd.

Art. 16. Het door de Minister aan de raad gevraagde advies moet binnen twee maanden gegeven worden, behalve andersluidende bepaling.

Op gemotiveerde aanvraag kan de Minister om een dringend advies verzoeken. In dat geval stelt hij de termijn vast.

Art. 17. In het begin van elk kalenderjaar keurt de raad het jaarlijkse verslag van zijn activiteiten goed en stelt hij de kalender van de gewone vergaderingen vast.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 1996 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon des établissements de soins".

Namen, 11 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[11269]

Gastoestellen Verbod tot het in de handel brengen

Een ministerieel besluit van 27 augustus 1996 wijzigt één van de ministeriële besluiten van 26 april 1996 genomen krachtens het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen, en bepaalt welk hierna vermeld materieel in aanmerking komt voor het verbod tot het in de handel brengen en het in gebruik nemen :

de gasbadgeisers van het merk COINTRA-GODESIA types CL-13 en CL-13 BE of GASKOMFORT type 13 L 325 APM, waarvan het getal samengesteld uit de eerste twee cijfers van het serienummer kleiner is dan 96.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[11269]

Appareils à gaz Interdiction de mise sur le marché

Un arrêté ministériel du 27 août 1996 modifie un des arrêtés ministériels du 26 avril 1996 pris en vertu de l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz, et précise quel matériel mentionné ci-après entre en considération pour l'interdiction de mise sur le marché et la mise en service :

les chauffe-bains à gaz de marque COINTRA-GODESIA types CL-13 et CL-13 BE ou GASKOMFORT type 13 L 325 APM, dont le nombre composé des deux premiers chiffres du numéro de série est inférieur à 96.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[9700]

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 30 juni 1996 is Mevr. Pels, J., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, benoemd tot Commandeur in de Orde van Leopold II.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 31 mei 1996 is Mevr. Pels, J., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, in ruste gesteld op datum van 27 oktober 1996.

Zij heeft aanspraak op pensioen en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

Zij wordt, op haar verzoek, gemachtigd om haar ambt uit te oefenen totdat er voorzien is in de plaats die is opgevacanteerd in haar rechtscollege en ten laatste tot 27 april 1997.

Bij koninklijke besluiten van 10 september 1996 :

— is aan de heer Daloze, M., op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koop-handel te Brussel;

— is aan de heer Navaux, F., op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koop-handel te Nijvel;

— is aan de heer Rappe, P., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koop-handel te Gent.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

[9701]

Bij ministerieel besluit van 23 september 1996 is aan de heer Dubuisson, M., griffier bij de politierechtbank te Charleroi, opdracht gegeven om zijn ambt te vervullen bij de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[9700]

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 30 juin 1996, Mme Pels, J., vice-président au tribunal de première instance de Charleroi, est nommée Commandeur de l'Ordre de Léopold II.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 31 mai 1996, Mme Pels, J., vice-président au tribunal de première instance de Charleroi, est admise à la retraite, à la date du 27 octobre 1996.

Elle a droit à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Elle est autorisée, à sa demande, à continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à la place rendue vacante au sein de sa juridiction et au plus tard jusqu'au 27 avril 1997.

Par arrêtés royaux du 10 septembre 1996 :

— démission honorable de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles est accordée, à sa demande, à M. Daloze, M.;

— démission honorable de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Nivelles est accordée, à sa demande, à M. Navaux, F.;

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Rappe, P., de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Gand.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[9701]

Par arrêté ministériel du 23 septembre 1996, M. Dubuisson, M., griffier au tribunal de police de Charleroi, est délégué aux mêmes fonctions au greffe du tribunal de première instance de Neufchâteau.